La composition de cette documentation résultera des textes en vigueur ou, à défaut, sera fixée par l'autorité compétente.

Art. 7 — Lorsqu'un aéronef de nationalité togolaise a été endommagé, il est soumis à un contrôle ayant pour objet de déterminer si les dégâts sont de nature à rendre l'aéronef inapte au vol au regard des règlements techniques applicables.

Art. 8 — Lorsqu'un aéronef est endommagé en territoire togolais quelle que soit sa nationalité, ou lorsque les dégâts sont constatés sur ce territoire et si l'avarie est jugée comme étant susceptible de compromettre la sécurité de l'aéronef, de son équipage, de son chargement ou des personnes et des biens au sol il peut être interdit de vol jusqu'à remise en état. Cette interdiction est signifiée au propriétaire, à l'exploitant ou au commandant de bord de l'aéronef.

Toutefois, lorsque les opérations nécessaires à la remise en état d'aptitude de vol ne peuvent être effectuées à l'endroit où l'aéronef se trouve immobilisé, son convoyage en un lieu où ces opérations sont possibles peut être autorisé sous réserve de conditions spéciales propres à sauvegarder la sécurité du vol.

Art. 9 — Lorsque, dans le cas énoncé à l'article 8 ci-dessus, l'aéronef est inscrit à un registre d'immatriculation étranger, les autorités aéronautiques togolaises doivent aviser immédiatement l'Etat d'immatriculation de l'avarie survenue à l'aéronef en lui communiquant tous les renseignements nécessaires pour apprécier la gravité des dommages et prendre une décision quant à la remise en état de l'aéronef.

Si l'Etat d'immatriculation considère que l'aéronef endommagé reste apte au vol, celui-ci est autorisé à reprendre son vol.

Art. 10 — Pour tout accident survenu soit au cours des opérations de contrôle prévues par le présent décret soit en dehors de ces opérations mais sur du matériel vérifié, le propriétaire de l'aéronef conserve la responsabilité des dommages causés, quelle qu'en soit la nature, y compris les dommages subis par les tiers.

Art. 11 — Les frais de contrôle de l'aptitude au vol en vue de la délivrance ou du maintien d'un certificat de navigabilité sont à la charge des propriétaires des aéronefs contrôlés.

Art. 12 — Le ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 14 mars 1975

Général G. Eyadéma

DECRET N° 75-41 du 14 mars 1975 portant agrément d'une société de contrôle de navigabilité des aéronefs.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14-3-75 portant code de l'aviation civile ;

Vu le décret n° 75-40 du 14-3-75 portant régime de navigabilité des aéronefs civils ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le bureau VERITAS, société anonyme dont le siège est à Paris, 31 rue de Rochefort, est agréé comme société de classification et chargé des contrôles de navigabilité prévus par le décret n° 75-40 du 14-3-75 susvisé.

Cette société reçoit pouvoirs pour établir et renouveler par délégation du ministre chargé de l'aviation civile, les certificats de navigabilité des aéronefs civils immatriculés au Togo.

Art. 2 — Les conditions dans lesquelles le bureau VERITAS exercera cette activité seront déterminées par un cahier des charges approuvés par le ministre chargé de l'aviation civile.

Ce document fixera le tarif des frais de contrôle que le bureau VERITAS est autorisé à recouvrer, auprès des propriétaires ou utilisateurs des aéronefs contrôlés, conformément aux dispositions de l'article 46 de l'ordonnance n° 15 du 14-3-75 susvisée.

Art. 3 — L'agrément visé à l'article 1 ci-dessus est valable pour une période de cinq ans à compter de la date de publication du présent décret et restera ensuite valable d'année en année par tacite reconduction sous réserve des dispositions relatives au retrait de l'agrément qui figureront au cahier des charges.

Art. 4 — Le ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 14 mars 1975

Gal. G. Eyadéma

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ARRETE N° 29-PR-MTP-CFT du 12 mars 1975 portant relèvements des salaires des agents non fonctionnaires des chemins de fer du Togo.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel et sa circulaire d'application n° 93/MFP du 20/2/67 ;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 dite « Code du Travail » ;

Vu l'arrêté n° 852-54/ITLS du 7 septembre 1954 fixant les conditions d'adaptation de la convention collective et de l'accord collectif du 9 novembre 1946 en vigueur dans le secteur privé aux agents non fonctionnaires du secteur public engagés sans limitation de durée ;

Vu l'arrêté n° 940-54/ITLS du 14 octobre 1954 fixant les conditions d'adaptation de la convention collective ferroviaire en vigueur à la régie des chemins de fer de l'A.O.F. aux agents non fonctionnaires des chemins de fer du Togo et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 205/PR/MTAS/FP du 2 novembre 1963 fixant les salaires des agents non fonctionnaires du secteur public engagés sans limitation de durée ;

Vu le décret n° 70-40 du 23 janvier 1970 portant suppression des zones de salaires et augmentation des taux du SMIG et du SMAG ;

Vu l'arrêté n° 82/PR/MTP/CFT du 28 mai 1970 portant relèvement des salaires des agents non fonctionnaires des chemins de fer du Togo ;

Vu le décret n° 71-13 du 25 janvier 1971 attribuant une augmentation de salaire ;

Vu l'arrêté n° 22/PR/MFP du 25 janvier 1971 fixant les salaires des agents non fonctionnaires du secteur public engagés sans limitation de durée ;

Vu l'arrêté n° 48/PR/MTP/CFT du 27-2-71 portant relèvement des salaires des agents non fonctionnaires des chemins de fer du Togo ;

Vu le décret n° 74-7 du 21-1-74 attribuant une augmentation de salaire ;

Vu l'arrêté n° 22/PR/MTP/CFT du 27-2-74 portant relèvement des salaires des agents non fonctionnaires des chemins de fer du Togo ;

Vu le décret n° 75-6 du 30-1-75 attribuant une augmentation de salaire,

ARRETE :

Article premier — A compter du 1^{er} janvier 1975 les salaires et les heures complémentaires des agents non fonctionnaires en service au chemin de fer du Togo seront payés suivant les barèmes ci-dessous.

ANNEXE III — TABLEAU I

Tableau des salaires mensuels — (Barème de 45 heures par semaine) pour compter du 1^{er} janvier 1975 — Dans le montant des salaires, il a été décompté la prime d'ancienneté.

Echelles	Echelons	Ancienneté								
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		Début	après 2 ans	après 4 ans 1/2	après 7 ans	après 9 ans 1/2	après 12 ans	après 15 ans	après 16 ans 1/2	après 22 ans
A		10.250	10.446	10.701	10.956	11.211	11.485	11.760	12.132	12.308
B		11.289	11.524	11.799	12.093	12.348	12.622	12.955	13.386	13.524
C		12.328	12.583	12.857	13.171	13.484	13.778	14.170	14.582	14.778

Le passage des échelles A à B et B à C est au choix avec minimum d'ancienneté de 2 ans — L'accès à l'échelle D est soumis à un examen professionnel — Les agents stagiaires recrutés à l'échelle C seront nommés à l'échelle D s'ils sont confirmés dans leur emploi à la fin du stage — Les dorkers seront nommés à l'échelle C après 5 ans d'ancienneté de service.

D — 1 ^{re} catégorie	13.622	13.896	14.229	14.582	14.915	15.248	15.660	16.111	16.326
E — 2 ^{ème} catégorie	15.974	16.268	16.699	17.071	17.502	17.875	18.365	18.914	19.149

Le passage de l'échelle D à E est au choix avec minimum d'ancienneté de deux ans — L'accès à l'échelle F est soumis à un examen portant sur les connaissances générales et un essai professionnel.

F — 3 ^{ème} catégorie	19.306	19.678	20.188	20.658	21.148	21.638	22.206	22.853	23.167
G — 4 ^{ème} catégorie	22.344	22.775	23.324	23.872	24.460	25.029	25.656	26.460	26.812
H — 5 ^{ème} catégorie	25.558	26.087	26.695	27.361	27.988	28.655	29.400	30.301	30.693
I — 6 ^{ème} catégorie	34.143	34.829	35.672	36.534	37.396	38.239	39.278	40.454	40.964
J — Hors catégorie	47.059	48.000	49.176	50.352	51.528	52.704	54.115	55.781	56.467

ANNEXE III — TABLEAU I

Réservé aux services pour l'établissement des casernets pour compter du 1^{er} janvier 1975

Tableau des salaires horaires (Barème de 45 heures par semaine) dans le montant des salaires, il a été décompté la majoration d'ancienneté.

Echelles	Echelons Anciennetés	1	2	3	4	5	6	7	8	9
		Début	après 2 ans	après 4 ans 1/2	après 7 ans	après 9 ans 1/2	après 12 ans	après 15 ans	après 18 ans 1/2	après 22 ans
A		52,30	53,30	54,60	55,90	57,20	58,60	60,00	61,90	62,80
B		57,60	58,80	60,20	61,70	63,00	64,40	66,10	68,30	69,00
C		62,90	64,20	65,60	67,20	68,80	70,30	72,30	74,40	75,40
<p>Le passage des échelles A à B et B à C est au choix avec minimum d'ancienneté de 2 ans — L'accès à l'échelle D est soumis à un examen professionnel. Les agents stagiaires recrutés à l'échelle C seront nommés à l'échelle D s'ils sont confirmés dans leur emploi à la fin du stage. Les dockers seront nommés à l'échelle C après 5 ans d'ancienneté de service.</p>										
D — 1 ^{re} catégorie		69,50	70,90	72,60	74,40	76,10	77,80	79,90	82,20	83,30
E — 2 ^{ème} catégorie		81,50	83,00	85,20	87,10	89,30	91,20	93,70	96,50	97,70
<p>Le passage de l'échelle D à E est au choix avec minimum d'ancienneté de 2 ans. L'accès à l'échelle F est soumis à un examen portant sur les connaissances générales et un essai professionnel.</p>										
F — 3 ^{ème} catégorie		98,50	100,40	103,00	105,40	107,90	110,40	113,30	116,60	118,20
G — 4 ^{ème} catégorie		114,00	116,20	119,00	121,80	124,80	127,70	130,90	135,00	136,80
H — 5 ^{ème} catégorie		130,40	133,10	136,20	139,60	142,80	146,20	150,00	154,60	156,60
I — 6 ^{ème} catégorie		174,20	177,70	182,00	186,40	190,80	195,10	200,40	206,40	209,00
J — Hors catégorie		240,10	244,90	250,90	256,90	262,90	268,90	276,10	284,60	288,10

ANNEXE III — TABLEAU II

Tableau indiquant le montant des heures supplémentaires par échelle quel que soit l'échelon pour compter du 1^{er} janvier 1975.

Echelles	Salaire de base servant au calcul heures supplémentaires échelon 3	De 45 heures à 48 heures 10%	Au-delà de 48 heures 25%	Heure de nuit en semaine 50%	Dimanches et jours fériés	
					Jours 50%	Nuits 100%
A	54,60	60,10	68,30	81,90	81,90	109,20
B	60,20	66,20	75,30	90,30	90,30	120,40
C	65,60	72,20	82,00	98,40	98,40	131,20
D	72,60	79,90	90,80	108,90	108,90	145,20
E	85,20	93,70	106,50	127,80	127,80	170,40
F	103,00	113,30	128,80	154,50	154,50	206,00
G	119,00	130,90	148,80	178,50	178,50	238,00
H	136,20	149,80	170,30	204,30	204,30	272,40
I	182,00	200,20	227,50	273,00	273,00	364,00
J	250,90	276,00	313,60	376,40	376,40	501,80

Art. 2 — Sont annulés pour compter de la même date l'annexe III tableaux I et II joints à l'arrêté n° 22/PR/MTP/CFT du 27-2-74.

Art. 3 — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République du Togo.

Lomé, le 12 mars 1975

Gal. G. Eyadéma

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Nominations

Décision n° 12-MAE du 26-3-75 — M. Dagba Anani (Parfait), administrateur civil de 2^e classe 4^e échelon, en service au ministère des affaires étrangères, est nommé directeur des conférences internationales et de l'information dudit ministère.

La présente décision prend effet pour compter du 25 mars 1975.

Décision n° 13-MAE du 26-3-75 — M. Nampougouini Lare, administrateur civil de 1^{re} classe 2^e échelon, précédemment directeur de cabinet du ministre de l'information, de la presse, de la radiodiffusion et de la télévision, est nommé directeur des affaires politiques et juridiques du ministère des affaires étrangères.

La présente décision prend effet pour compter du 25 mars 1975.

Décision n° 14-MAE du 26-3-75 — M. Djelou Komla (Emmanuel), administrateur civil de 1^{re} classe 1^{er} échelon, précédemment directeur-adjoint de la division des affaires administratives et de la coopération culturelle du ministère des affaires étrangères, est nommé directeur par intérim de ladite division.

La présente décision prend effet pour compter du 25 mars 1975.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Annulations et ouvertures de crédits

Arrêté n° 65-INT-SG-DSTCL du 26/3/75 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du Budget Primitif Exercice 1974 de la Régie Municipale des Marchés de Lomé :

Chapitre VI — Dépenses diverses

Art. 7 — Aménagement des marchés annexes 350.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif exercice 1974 de la régie municipale des marchés de Lomé.

Chapitre II — Service d'administration de la régie municipale des marchés de Lomé (personnel).

Art. 6 — Pension et allocation viagère 5.000

à reporter 5.000

Report T.000

Chapitre VI — Dépenses diverses

Art. 6 — Aménagement et réparation au grand marché 345.000
 350.000

Arrêté n° 66-INT-SG-DSTCL du 26/3/75 — Sont approuvés la annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la régie municipale des marchés de Lomé, exercice 1974.

Chapitre III .. Service d'administration de la régie municipale des marchés de Lomé (matériel) —

Art. 2. — Achat de tickets et de carnets de location de Stands 150.000

Chapitre VI — Dépenses diverses —

Art. 5 — Entretien des marchés 450.000
 600.000

Est approuvée l'ouverture de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif exercice 1974 de la régie municipale des marchés de Lomé :

Chapitre VI — Dépenses diverses —

Art. 6 — Aménagement et réparation au grand marché 600.000

Exclusions temporaires de fonctions

Arrêté n° 64-INT-DSN/DAPM du 26-3-75 — En application des dispositions prévues au titre V de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, M. Bayor Tiadja (Habib), gardien de la paix de 2^e échelon, est temporairement exclu de ses fonctions pour une durée de quatre (4) mois à compter du 1^{er} avril 1975 pour faute grave en service.

Pendant la durée de son exclusion de fonctions, M. Bayor :

1 : n'aura droit à aucun traitement ;

2 : continuera à percevoir les allocations à caractère familial auxquelles il peut prétendre.

Arrêté n° 63-INT-DSN-DAPM du 26-3-75 — En application des dispositions prévues au titre V de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, M. Sokpoh Kanédo (ex-Raphaël), officier de police adjoint de 2^e classe 4^e échelon, est temporairement exclu de ses fonctions pour une durée de trois (3) mois à compter du 1^{er} mars 1975.

Pendant la durée de son exclusion de fonctions, M. Sokpoh :

1 : n'aura pas droit à son traitement ;

2 : continuera à percevoir les allocations à caractère familial auxquelles il peut prétendre.

Retraite

Arrêté N° 59-INT-CGC du 5-3-75 — Les gardiens de circonscription de 1^o classe Lamboni Tané mle 124 du détachement de Dapaon et Ditovo Essemale (ex-Augustin) du détachement de Lomé, sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite après 20 ans de services effec-